

Bonjour camarades, amies et amis. Je vais parler de la guerre en Iran. La guerre de 40 jours déclenchée par l'alliance Israélo-Américain il y a deux mois (le 28 février), de son « bilan », et surtout de ses origines et causes.

Bilan de la guerre

Le cessez-le-feu actuellement en place reste fragile et son issue est incertaine. En plus, un blocus maritime des ports iraniens est mis en place par les Etats-Unis. Déjà, les conséquences de cette guerre — l'un des affrontements capitalistes les plus déterminants du XXI^e siècle — pèsent lourdement sur la vie des peuples, des travailleurs surtout, en Iran, au Liban, dans l'ensemble du Golfe et bien au-delà. Il ne s'agit pas simplement d'un affrontement militaire régional, mais d'un choc durable dont les effets sociaux, économiques et politiques se feront sentir pendant de longues années.

Dès le début de cette guerre, qui a été inauguré par le bombardement d'une école primaire à Minab et le massacre de plus de cent enfants, de nombreux lieux de travail ont été pris pour cibles militaires. Raffineries, sidérurgies, centrales électriques, pétrochimies, installations pétrolières, routes, ponts, ports, aéroports, hôpitaux, centres scientifiques, écoles, universités, monuments historiques et quartiers résidentiels ont été frappés. Près de 2000 civils ont été tués et plusieurs milliers d'autres blessés. En plus des morts directes provoquées par les bombardements, la fermeture de nombreux sites de production a entraîné un chômage massif et une chute brutale des revenus pour des millions de familles ouvrières.

Avec cette guerre le pouvoir d'achat de la majorité de la population a pris un grand coup supplémentaire. Si l'approvisionnement en biens essentiels se maintient dans l'ensemble, les prix, déjà insupportable avant la guerre, se sont envolés encore plus loin.

La coupure massive d'Internet imposée par la République islamique a également porté un coup violent à l'économie numérique où travaillaient 11 millions personnes, dont une majorité se trouve aujourd'hui sur le carreau. Même dans l'hypothèse d'un retour à une situation plus stable, la reconstruction du pays pourrait prendre entre 10 et 15 ans, tandis qu'environ 2 millions de personnes risquent de rester durablement au chômage.

Sur le plan politique et social, la guerre a renforcé l'appareil répressif. Le climat sécuritaire créée par la guerre a permis au pouvoir de suspendre ou d'étouffer les protestations sociales. La répression contre les militant.e.s syndicaux, les prisonnier.ière.s politiques et les activistes sociaux s'est intensifiée drastiquement. Les exécutions sont devenues quasi quotidiennes, des dizaines de personnes sont arrêtées chaque jour.

La guerre et la décapitation du pouvoir n'a pas provoqué l'effondrement du régime ; au contraire, elle lui a permis de reconstituer une nouvelle cohésion interne et de durcir encore son contrôle sur la société.

Au Liban aussi, les frappes israéliennes a complètement détruit le sud, une grande partie de Beyrouth même et des infrastructures civiles. Plus de 2500 personnes ont été tuées et l'effondrement économique, en cours depuis plusieurs années, a été accentué. Là aussi, des milliers de travailleurs ont perdu leur emploi. Les déplacements massifs de population ont encore fragilisé les conditions de vie des familles populaires. Les travailleurs migrants présents au Liban, sans protection sociale, souvent sans possibilité de déplacement ou de retour, ont subi de plein fouet les conséquences de la guerre. Comme en Iran, dans l'ensemble de la région, la guerre a servi de prétexte au renforcement du contrôle sécuritaire, à la limitation des mobilisations sociales et à l'affaiblissement supplémentaire des capacités d'organisation collective des travailleurs.

Mais les effets destructeurs de cette guerre dépassent largement l'Iran et le Liban. L'extension des frappes militaires iraniennes aux pays du sud du Golfe a plongé des milliers de travailleurs dans la précarité. En plus des morts sous les bombardements, de nombreux travailleurs migrants — déjà privés de droits sociaux et économiques — y ont perdu leur emploi et ont été abandonnés.

À l'échelle mondiale, cette guerre a aggravé la crise énergétique et accéléré l'inflation. La fermeture du détroit d'Ormuz, a produit une paralysie significative. Cela ne perturbe pas seulement les flux mondiaux de pétrole et de gaz, mais aussi le commerce des produits alimentaires et des engrais. Environ un tiers du commerce mondial des matières premières destinées à l'agriculture transitent par Ormuz. Le Programme alimentaire mondial a averti que si cette situation se poursuit, jusqu'à 45 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans l'insécurité alimentaire aiguë. Près des deux tiers de ces personnes se trouvent en Afrique et en Asie, principalement dans les pays les plus pauvres et les plus dépendants. Des pays comme le Niger, le Tchad, le Mali, le Soudan, la Somalie ou l'Éthiopie.

Au Nigeria, par exemple, le prix du carburant a augmenté de plus de soixante pour cent, les coûts de transport ont presque doublé, ce qui a directement provoqué une hausse du prix des denrées alimentaires. Le Programme des Nations unies pour le développement estime que la guerre et la paralysie de passage par Ormuz pourraient replonger plus de 30 millions de personnes dans l'extrême pauvreté.

La hausse du prix de l'énergie se transmet directement à l'ensemble de l'économie mondiale. Dans des pays comme l'Inde, la Turquie, l'Égypte, le Pakistan ou le Sri Lanka, les populations subissent déjà la hausse des carburants, l'augmentation du prix des produits alimentaires, l'explosion des coûts de transport et la dévaluation monétaire. Bref, les conséquences de cette guerre appauvrissent profondément la classe ouvrière à l'échelle mondiale.

Aux origines du conflit entre Israël et l'Iran

Si l'on veut comprendre les origines du conflit israélo-iranien, il faut d'abord éviter une confusion assez fréquente. Certes, les destructions massives des infrastructures civiles en Iran rappellent ce que l'on voit au Liban, et plus encore à Gaza. On y retrouve la même violence extrême, des bombardements de grande ampleur, la destruction des fondements industriels, médicaux, énergétiques, logistiques, d'habitation. Mais malgré ces ressemblances dans les formes de destruction et de massacre des civiles, la guerre israélienne contre l'Iran n'a pas la même nature politique que sa guerre contre ses voisins.

La différence ne tient pas seulement au rôle des États-Unis, même si ce rôle est central. Au Liban et en Palestine, les États-Unis n'interviennent pas directement sur le plan militaire. Ils arment, financent, protègent Israël, et le laisse agir selon ses propres objectifs et désirs. Dans le cas iranien, en revanche, l'implication américaine est directe. Ce sont les États-Unis qui fixent le cadre général du conflit, ses priorités, ses limites et son calendrier, tandis qu'Israël agit largement comme un partenaire et relais stratégique. Je reviendrai plus tard sur cette dimension américaine du conflit.

La différence essentielle est surtout d'ordre politique et historique. Les guerres menées par Israël en Palestine — et particulièrement à Gaza — relèvent d'une logique coloniale et territoriale de longue durée. Il s'agit d'un colonialisme de peuplement : conquête de terres, occupation, extension des frontières, transformation démographique et nettoyage ethnique allant jusqu'au génocide. Au Liban, c'est la logique territoriale-sécuritaire qui opère, notamment dans les zones frontalières.

Dans le cas de l'Iran, il ne s'agit ni d'une guerre coloniale ni d'un projet d'occupation territoriale. L'Iran et Israël n'ont pas de frontière commune et ils ne se disputent pas un territoire. Il s'agit d'une rivalité entre puissances régionales concurrentes.

Chacun cherche à empêcher l'autre d'imposer son hégémonie au Moyen-Orient. La domination de l'un se fait nécessairement au détriment de l'autre. La logique du conflit porte donc sur la place de chacun dans l'ordre régional, sur la capacité à définir les règles du jeu politique, sécuritaire et stratégique de la région.

L'objectif principal d'Israël vis-à-vis de l'Iran est donc l'affaiblissement durable — voire la destruction — des capacités d'un rival stratégique. Cela passe par la destruction massive des infrastructures du pays : non seulement les capacités militaires, mais aussi les infrastructures industrielles, technologiques, scientifiques, logistiques, et même médicales, éducatives et résidentielles. Il s'agit de réduire la puissance structurelle de l'adversaire.

L'Iran, de son côté, utilise également, dans la limite de ses propres capacités militaires, une logique de frappe contre les infrastructures non seulement militaires mais surtout civiles. Là aussi, l'objectif est l'usure de la capacité adverse.

Autrement dit, la guerre israélienne contre l'Iran vise la neutralisation d'une puissance régionale capable d'influencer un ordre moyen-oriental dominé par l'axe américano-israélien. C'est cette place revendiquée par l'Iran dans l'ordre régional qui constitue le fond réel de la confrontation.

Il faut voir aussi que la rivalité entre l'Iran et Israël ne peut pas être réduite à une succession de crises militaires ponctuelles. Elle doit être comprise comme une rivalité structurelle multidimensionnelle. On peut rajouter qu'elle s'enracine dans les transformations géopolitiques de l'après-guerre froide, dans l'effondrement de l'ordre bipolaire et dans les recompositions qui ont suivi au Moyen-Orient, mais c'est un autre débat. Il faut tout de même rappeler que dans les années 1980, pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak, l'Iran et Israël ont collaboré ensemble. Israël vendait des armements à la République Islamique. La destruction de l'Osirak – centrale nucléaire irakienne – aurait été le fruit de leur collaboration en terme de renseignement militaire.

Depuis sa création, Israël a fondé sa sécurité sur deux piliers : la supériorité militaire permanente et l'alliance stratégique avec des puissances occidentales, en particulier les États-Unis. Sa « raison existentielle » dépend d'un environnement régional où aucun rival ne peut atteindre un niveau de puissance comparable.

À l'inverse, la République islamique d'Iran, a progressivement développé une politique visant à construire une profondeur stratégique dans son environnement régional. Cela passe par un réseau d'alliances, d'influences et de relais politiques dans plusieurs pays de la région – ce qu'on appelle « l'axe de résistance ».

Même sans confrontation directe permanente, on a affaire à une rivalité durable où chaque camp cherche à empêcher l'autre de devenir la puissance dominante de la région.

Mais cette rivalité ne se limite pas à la dimension militaire ou sécuritaire. Elle possède aussi une dimension économique et géopolitique profonde, souvent moins visible mais tout aussi essentielle.

L'un des domaines les plus importants concerne le contrôle des routes énergétiques et commerciales. Grâce à sa position dans le détroit d'Ormuz, l'Iran occupe une place centrale dans la sécurité énergétique mondiale. Une part décisive du pétrole et du gaz mondial transite par cet espace. Cela donne à l'Iran un levier géopolitique considérable, comme en témoigne son bouclage depuis le déclenchement de la guerre.

Israël, de son côté, a renforcé sa position grâce au développement de ses champs gaziers en Méditerranée orientale. Pour devenir un acteur énergétique régional de premier plan à travers de nouveaux circuits énergétiques entre la Méditerranée, l'Europe et les pays arabes.

Deux espaces géopolitiques distincts mais interdépendants sont ainsi dessinés : d'un côté, le Golfe persique et les routes pétrolières liées à l'influence iranienne ; de l'autre, la Méditerranée orientale et les nouveaux axes énergétiques associés à Israël. L'énergie devient ici un instrument de puissance structurelle.

La même logique existe pour les corridors commerciaux. Ces dernières années, les projets de connexion entre l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe ont acquis une importance géopolitique majeure. Ces routes ne sont pas simplement économiques : elles font partie de la compétition pour devenir les principaux pôles du commerce mondial.

L'Iran cherche à préserver son rôle de pont stratégique entre l'Asie centrale, le Golfe persique, le Caucase et l'Asie occidentale. Un autre exemple, c'est le corridor international Nord-Sud (INSTC), qui relie l'Inde, l'Iran, la Russie et plus largement l'Europe du Nord. Dans ce système, l'Iran joue un rôle de véritable pont terrestre entre l'océan Indien et la mer Caspienne, puis vers la Russie et l'Europe.

Israël, lui, cherche à s'intégrer dans de nouveaux réseaux de transit grâce à sa coopération avec plusieurs pays arabes et occidentaux (comme des chaînes logistiques régionales reliant la Méditerranée orientale au Golfe, avec des projets de coopération portuaire, de transport maritime et de connectivité numérique (Accords d'Abraham). Ou Le corridor IMEC qui relierait l'Inde aux ports du Golfe, puis via l'Arabie saoudite et la Jordanie jusqu'aux ports israéliens comme Haïfa, avant d'atteindre l'Europe par la Méditerranée.

La concurrence pour la carte du commerce devient donc une concurrence pour la puissance régionale.

À cela s'ajoute une différence fondamentale : leur mode d'intégration dans l'économie mondiale.

Israël est profondément intégré à l'économie occidentale et au système financier international. Il bénéficie pleinement des flux de capitaux, des transferts technologiques, de l'innovation et du commerce mondial.

L'Iran, au contraire, évolue principalement sous un régime de sanctions. Il s'oriente davantage vers des économies non occidentales (Sud Global), vers des circuits commerciaux parallèles, des réseaux alternatifs de contournement des sanctions qui est en soi un véritable business.

Le conflit porte donc pas seulement sur les missiles, la sécurité ou l'influence militaire. Il porte aussi sur la place de chacun dans l'ordre économique global.

Aux origines du conflit entre les Etats-Unis et l'Iran

Quand on parle du conflit américano-iranien, il faut d'abord rappeler que l'Iran — plus précisément la République islamique d'Iran est une puissance régionale capable d'exercer une influence bien au-delà de son espace immédiat, mais son objectif principal n'est pas seulement d'exister comme puissance autonome. Elle cherche à obtenir une place dominante, reconnue et stable dans la structure régionale du pouvoir, selon ses propres conditions.

Autrement dit, l'État iranien — en tant que représentant du capitalisme iranien — ne se perçoit pas comme une simple puissance périphérique. La bourgeoisie iranienne a toujours eu cette croyance qu'à cause de la taille territoriale, la démographie, la position géographique, les ressources naturelles, les capacités industrielles et la longue tradition étatique, il revient naturellement à l'Iran d'occuper une place centrale dans l'ordre régional.

Cette perception ne date pas de la République islamique. Elle existait déjà sous le règne de Shah, quand l'Iran possédait le titre « honorifique » du gendarme de la région. La République islamique n'a pas inventé cette ambition ; elle l'a reformulée dans un contexte international transformé.

Il s'agit donc d'une logique d'intégration hégémonique. L'Iran ne cherche pas nécessairement à renverser l'ordre existant, mais à y être reconnu comme une puissance structurante, sans subordination, à obtenir la part du lion.

Or, l'accès normalisé à cette position lui reste largement fermé. Parce que sa montée en puissance touche directement plusieurs piliers de l'ordre régional existant : l'architecture sécuritaire américaine au Moyen-Orient, les monarchies alliées des Etats Unis et surtout la centralité d'Israël. Israël qui bénéficie en effet d'une forme d'exception structurelle : une supériorité militaire garantie, une protection américaine et européenne permanente, une intégration privilégiée à l'ordre occidental, ainsi qu'une large tolérance internationale pour des pratiques de domination de colonisation et des crimes commis contre les peuples de la région.

Face à ce verrouillage, l'Iran cherche donc d'autres moyens d'accéder à cette reconnaissance stratégique.

Là où l'Iran du Shah cherchait son ascension à travers une intégration classique au camp occidental — selon un modèle qui pouvait rappeler celui de la Corée du Sud — la République islamique s'oriente davantage vers une logique comparable à celle de l'Inde ou de l'Afrique du Sud de l'époque de l'apartheid : la puissance nucléaire comme instrument de reconnaissance stratégique.

Autrement dit, la capacité nucléaire devient un moyen d'imposer sa place dans un environnement international qui refuse de la lui accorder normalement.

À cela s'ajoute la construction d'une profondeur stratégique régionale à travers ses alliances, souvent désignées sous le nom d'« axe de la résistance », ainsi que le développement du programme balistique, destiné à garantir militairement cette volonté de puissance.

Il ne s'agit donc pas seulement de défense, mais d'une stratégie globale d'affirmation de puissance.

En parallèle, la crise de l'hégémonie américaine a produit un autre effet important partout : la montée d'autres puissances régionales. Au Moyen-Orient, l'affirmation de la Turquie et de l'Arabie saoudite a multiplié les centres de rivalité et rendu la compétition pour l'hégémonie régionale encore plus complexe. L'Iran ne fait donc pas face à un seul adversaire, mais à un système régional où plusieurs puissances cherchent simultanément à imposer leur centralité.

Dans ce contexte, la confrontation avec les États-Unis en tant que garant de ce système qui refuse à la République Islamique d'Iran sa place revendiquée devient à la fois durable et presque inévitable.

Il s'agit d'un affrontement asymétrique entre une puissance mondiale et une puissance régionale. Mais ses effets dépassent largement le cadre moyen-oriental.

La question iranienne touche directement à la crédibilité des alliances américaines, mais aussi aux rapports entre les États-Unis, la Chine et la Russie.

La guerre américaine contre l'Iran n'est donc jamais simplement régionale. Elle affecte l'équilibre global des puissances.

Cette dimension mondiale est moins visible dans le conflit israélo-iranien, où Israël combat avant tout un rival stratégique immédiat, un concurrent régional direct.

Pour les Etats-Unis, en revanche, l'Iran représente autre chose : la possibilité qu'un État régional cherche à s'intégrer dans l'ordre mondial à sa propre manière, par la force. Et c'est précisément cela qui pose problème.

Si l'objectif israélien est principalement l'affaiblissement — voire la destruction — de la puissance iranienne, l'objectif américain est un peu différent. Il s'agit moins de détruire totalement la puissance de l'Iran que de la maintenir dans une position contenue dans la mesure du possible : une puissance un peu influente peut-être, mais surtout non structurante, non capable de redéfinir les équilibres régionaux selon ses propres termes.

Dans les deux cas israélien et américains, cependant, il s'agit bien de neutraliser une capacité de puissance. Les moyens employés par les Américains, comme ceux israéliens ne se limitent pas à la pression militaire directe. Ils incluent aussi la destruction ou l'affaiblissement de toutes ses capacités, ainsi que la guerre économique permanente à travers les sanctions structurelles.

Les sanctions, ici, ne sont pas simplement des outils de punition. Elles servent à empêcher un Etat de transformer sa puissance potentielle en puissance réelle.

C'est pourquoi le conflit américano-iranien ne peut pas être compris uniquement comme une crise par exemple autour de la question nucléaire. Il s'agit d'un affrontement beaucoup plus profond : un conflit sur la hiérarchie régionale, sur l'accès à la puissance, et sur la possibilité, pour une puissance régionale comme l'Iran, de devenir un acteur structurant de l'ordre international sans passer par l'autorisation américaine.

L'enjeu chinois

En plus, Quand on regarde la question chinoise dans le cadre du conflit autour de l'Iran, il faut d'abord partir d'un constat simple : avec la montée en puissance de la Chine et le retour possible de la Russie, l'Iran n'est plus seulement un problème régional. Il devient progressivement un acteur potentiel dans un rééquilibrage plus large du système international.

Du point de vue de la Chine, l'Iran est un partenaire géoéconomique important.

Cela se voit d'abord sur le plan énergétique. La Chine dépend massivement des importations de pétrole et de gaz en provenance du Golfe et notamment, notamment le pétrole iranien. Donc l'Iran est un acteur clé de la sécurité énergétique chinoise. La Chine a un intérêt direct à éviter soit l'effondrement de l'État iranien – quel qu'il soit d'ailleurs, à condition de rester un partenaire -, soit une domination américaine totale sur cet espace.

Ensuite, il y a la dimension eurasiatique. L'Iran occupe une position géographique centrale entre plusieurs espaces majeurs : le Golfe persique, l'Asie centrale, le Caucase, l'océan Indien et les grands corridors terrestres eurasiens. Dans la logique des nouvelles routes de la soie, cette position est essentielle. Sans stabilité en Iran, une partie importante de ces connexions devient fragile ou incertaine.

Enfin, il y a une dimension politique et stratégique plus globale. La Chine ne cherche pas forcément à "défendre" la République Islamique en tant que tel, mais elle refuse qu'un changement de régime imposé de l'extérieur, notamment par les Etats-Unis, devienne une norme internationale. Pour elle, cela reviendrait à renforcer la légitimité de l'interventionnisme américain dans le monde.

Il existe aussi un paradoxe important. Une guerre prolongée contre l'Iran peut, dans certains cas, affaiblir indirectement la position des États-Unis face à la Chine. En effet, un tel conflit consomme des ressources militaires importantes, épuise les stocks, détourne l'attention

américaine vers le Moyen-Orient et réduit la capacité de concentration sur la scène indopacifique, notamment face à la question de Taïwan.

Dans cette logique, frapper ou contenir l'Iran peut produire des effets contradictoires : cela peut affaiblir un rival régional, mais aussi, indirectement, renforcer la position stratégique de la Chine.

Au fond, la gestion de la question iranienne dépasse largement le cadre moyen-oriental. Elle influence directement l'équilibre entre les États-Unis et la Chine même.

Conclusion

En définitive, la guerre contre l'Iran ne peut pas être comprise comme un simple affrontement militaire ponctuel, ni même comme une crise strictement régionale. Elle s'inscrit dans un ensemble beaucoup plus large de rivalités structurelles qui concernent à la fois la définition de l'ordre régional au Moyen-Orient et, au-delà, l'évolution de l'ordre mondial contemporain.

Le conflit israélo-iranien exprime d'abord une lutte pour l'hégémonie régionale. Il s'agit d'un affrontement entre deux puissances qui cherchent chacune à empêcher l'autre de devenir le centre organisateur du Moyen-Orient. Dans cette logique, la destruction des infrastructures civiles, industrielles ou scientifiques ne vise pas simplement un objectif militaire immédiat : elle s'inscrit dans une stratégie plus large de neutralisation durable des capacités de puissance d'un rival.

En parallèle, le conflit américano-iranien dépasse encore davantage cette dimension régionale. Il oppose une puissance mondiale qui cherche à maintenir un ordre international hiérarchisé à une puissance régionale qui tente d'y accéder selon ses propres conditions. La question iranienne devient ainsi un point où plusieurs dynamiques se convergent : la crise de l'hégémonie américaine, la montée de nouvelles puissances régionales comme la Turquie ou l'Arabie saoudite, et l'émergence progressive d'un monde multipolaire marqué par le rôle croissant de la Chine et le retour possible de la Russie.

Dans cette configuration, l'économie n'est pas un domaine séparé de la guerre. Au contraire, les routes énergétiques, les corridors commerciaux, les sanctions, l'accès au capital et aux technologies deviennent des instruments directs de puissance. La lutte pour la place de l'Iran dans l'ordre régional est donc aussi une lutte pour sa position dans l'économie mondiale.

Mais arrivons à l'essentiel : au-delà des rivalités entre États, ce sont avant tout la classe ouvrière et les couches laborieuses qui supportent le coût principal de ces conflits. En Iran, au Liban, dans les pays du Golfe, mais aussi en Afrique, en Asie et bien au-delà, la guerre signifie destruction, chômage, inflation, pénurie, répression et précarisation accrue. Les travailleurs sont les premières victimes : ils perdent leurs emplois, subissent la hausse des prix, sont exposés aux violences directes des conflits, et voient leurs capacités d'organisation collective encore davantage réduites dans un contexte de militarisation et de contrôle politique et de répression renforcée.

Cette guerre met ainsi en lumière une réalité constante du capitalisme contemporain : les affrontements entre puissances ne sont jamais seulement des jeux géopolitiques abstraits. Ils se traduisent toujours concrètement par une intensification de l'exploitation sociale et de la misère pour les populations laborieuses. Derrière les discours de sécurité, de souveraineté ou de stabilité, ce sont en réalité des rapports de force impérialistes qui redessinent la région au prix de destructions massives et durables.

Comprendre cette guerre implique donc de la replacer dans la logique profonde de la compétition pour la puissance, pour l'hégémonie et pour le contrôle des ressources, tout en

gardant au centre une réalité fondamentale : ce sont les peuples, et en premier lieu les travailleur.euse.s, qui en paient le prix.

Enfin, il est important de rappeler que la République islamique d'Iran — et plus largement le capitalisme iranien qu'elle administre — n'est pas une simple victime passive de cette configuration guerrière. Elle en est un acteur à part entière, engagé dans sa propre logique de puissance, de consolidation interne et d'influence régionale. Sa confrontation avec Israël et les États-Unis ne peut donc pas être réduite à une simple « résistance » au sens moral ou politique du terme. Il ne s'agit pas uniquement d'une réaction à une injustice extérieure, à une guerre imposée, mais aussi d'une politique d'État portée par une classe dirigeante qui réprime sa propre population, instrumentalise les conflits externes pour renforcer sa position externe et son contrôle interne, et cherche-t-elle aussi à imposer sa place dans la hiérarchie régionale et mondiale.